

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 7 au 20 février 2025

Le commerce bilatéral entre la France et les pays du Cône Sud a fortement augmenté en 2024, et pourrait encore progresser en 2025

Selon les douanes françaises, les échanges commerciaux entre la France et les pays du Cône Sud ont progressé de 15,6 % en 2024 par rapport à 2023, atteignant 4,7 Mds EUR. Les échanges étaient stables sur la période 2012-2021, en moyenne 3,7 Mds EUR, atteignant leur plus bas niveau en 2020 (3,0 Mds EUR) en raison de la crise sanitaire de Covid-19. En 2024, les exportations françaises ont augmenté de 26,5 % en g.a pour atteindre 2,8 Mds EUR tandis que les importations n'ont que peu évolué (+2,0 %, à 2,0 Mds EUR). Le Chili est le premier partenaire commercial de la France dans le Cône Sud, avec 64% des échanges, suivi par l'Argentine (25 %), l'Uruguay (8 %) et le Paraguay (2 %). En Amérique Latine, le Chili et l'Argentine sont les 3^{ème} et 4^{ème} clients de la France, après le Brésil et le Mexique. Le rang inhabituel de l'Argentine (3^{ème} PIB d'Amérique Latine) s'explique par le protectionnisme du pays, avec un faible taux d'ouverture, ainsi que par la forte chute des importations argentines en 2024 suite à la dévaluation du Peso fin 2023 et à la crise économique (récession de 2,8 %). S'agissant du positionnement de la France par rapport à ses concurrents, la France est le 12^{ème} fournisseur de l'Argentine, le 15^{ème} du Chili, le 17^{ème} du Paraguay et le 13^{ème} de l'Uruguay, étant le 4^{ème} fournisseur européen de la zone, après l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne (5^{ème} en Uruguay, supplanté par les Pays-Bas).

LE CHIFFRE A
RETENIR
1 Md EUR
L'excédent
commercial de la
France avec le Cône
Sud

La France a dégagé un excédent commercial de 1 Md EUR avec les pays Cône Sud en 2024, contre 425 M EUR en 2023. Si avec l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, le commerce français a généralement enregistré des excédents, le solde commercial franco-chilien a souvent, quant à lui, alterné des périodes d'excédents et de déficits.

La ventilation sectorielle des exportations françaises en 2024, similaire entre l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, est distincte s'agissant du Chili. La France exporte en effet vers le Chili principalement des biens issus du secteur de l'aéronautique et du spatial (+235,0 % en 2024 en g.a) représentant plus de la moitié des exportations totales, suivis par les produits chimiques, parfums et cosmétiques (+11,2 %), 2^{ème} poste d'exportation, et le secteur automobile (+11,7 % et 9,4 % du total). Vers les trois autres pays de la zone, les exportations sont dominées par les produits pharmaceutiques, les produits chimiques de base, les produits liés à la construction automobile. S'agissant des importations françaises, celles depuis l'Argentine et le Paraguay sont principalement issues de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et de l'élevage, tandis que depuis le Chili la France importe des métaux non ferreux (cuivre), dont le pays en est le principal producteur ; enfin depuis l'Uruguay les achats sont dominés par la pâte à papier, principal secteur du pays.

Les échanges commerciaux avec le Cône Sud pourraient évoluer favorablement dès 2025, en particulier avec l'Argentine et le Chili. Avec le Chili, un accord commercial intérimaire entre l'Union-Européenne et le Chili devrait favoriser le développement de nouvelles opportunités commerciales. Avec l'Argentine, la reprise économique attendue en 2025 (5% de croissance selon le FMI) et les mesures de réduction des entraves aux exportations conduites par le gouvernement de J. Milei (baisse de l'imposition sur le commerce extérieur, mesures de simplification des dispositifs douaniers, sanitaires et anti-dumping) devraient entraîner un fort ressaut des exportations françaises.

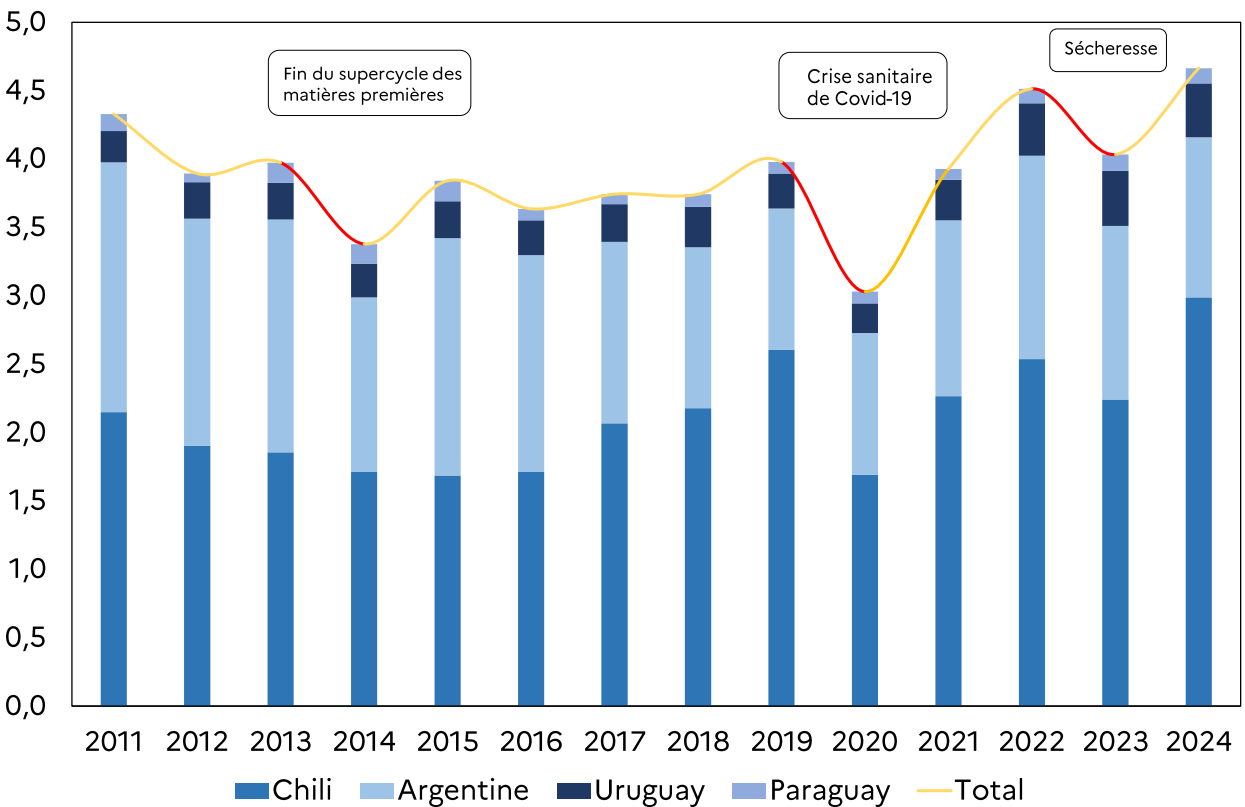
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2023	-1,6%	0,2%	4,7%	0,4%
Inflation (fin de période)	2024	117,8%	4,5%	3,8%	5,5%
Solde budgétaire (% du PIB)	2023	-4,3%	-2,5%	-4,5%	-3,1%
Dette publique (% du PIB)	2023	154,4%	39,4%	40,3%	60,3%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dette extérieure (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2025	25,9%	3,8%	3,7%	5,8%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-3,6%	2,6%	3,8%	3,2%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-2,6%	2,3%	4,0%	3,2%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,0%	2,4%	3,8%	3,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	4,5%	2,1%	3,8%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphiques de la semaine

Cône Sud – Evolution des échanges bilatéraux avec la France (en Mds €)



Sources : Douanes françaises, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

L'inflation de janvier atteint son plus bas niveau depuis juillet 2020

L'inflation mensuelle en janvier a atteint 2,2 % en v.m, légèrement meilleure que les prévisions du marché qui l'attendait à 2,3 %, et après que l'indice a légèrement augmenté en décembre 2024 (2,7 %). Elle atteint ainsi son niveau le plus bas depuis juillet 2020. En glissement annuel, l'inflation passe à deux chiffres, 84,5 %, après avoir atteint 211 % en 2023 et 117,8 % en 2024. Bien que la hausse des prix demeure élevée, ces données confirment le processus de désinflation. Pour mémoire, la hausse des prix atteignait un pic de 289,4 % en g.a en avril 2024, quelques mois après l'investiture de J.Milei et la dévaluation massive du peso. L'inflation demeure poussée par la dérégulation des prix, en particulier de l'énergie avec la baisse des subventions, les prix régulés ayant augmenté de 2,6 %. Les prix saisonniers ont légèrement augmenté, de 0,4 %; et l'inflation sous-jacente diminue et atteint +2,4 %.

Ce résultat est le fruit de la discipline budgétaire et de la politique monétaire stricte que le gouvernement de J.Milei. Alors que le déficit budgétaire chronique que connaissait l'Argentine motivait la création monétaire qui nourrissait l'inflation, l'ajustement des comptes publics a permis de dégager un excédent en 2024 (0,3 % du PIB), permettant l'arrêt du financement monétaire. L'ajustement budgétaire se poursuit en 2025, avec un solde budgétaire excédentaire en janvier, de 0,1 % du PIB (et 0,3 % du PIB d'excédent primaire), s'expliquant toujours par une contraction des dépenses (-14,3 % en g.a en termes réels) alors que les revenus ont crû de 1,0 %. De plus, la mise en place d'un politique monétaire restrictive, depuis juillet 2024, a permis de fermer l'ensemble des facteurs d'émission monétaire, stabilisant la quantité de pesos en circulation. Si les taux de changes parallèles connaissent encore des périodes de volatilités, ces mesures ont contribué au regain de confiance des marchés sur la situation économique de l'Argentine, et par conséquent permis la réduction des écarts avec le taux de change officiel, freinant l'inflation importée.

Le gouvernement espère ramener l'inflation en dessous des 2,0 % mensuels en 2025 ce qui appuierait la sortie du contrôle du change, après

que la parité glissante mensuelle a été baissée à 1 % depuis février (contre 2 % auparavant). Pour les marchés (enquête REM de la Banque Centrale), l'inflation passerait sous les 2,0 % à partir d'avril et atteindrait 23,2 % en fin d'année (vs 118% en 2024).

"Crypto-gate" : un scandale financier qui embarrasse l'exécutif et perturbe les marchés financiers

Un poste a priori anodin du président J. Milei sur les réseaux sociaux le 14 février a déclenché un scandale autour de l'achat, de la vente et de la promotion d'une crypto-monnaie (\$LIBRA), provoquant une crise au sein de l'exécutif. Ce projet blockchain du nom de "Viva la Libertad", matérialisé par le jeton \$LIBRA a été présenté comme une initiative visant à stimuler l'économie argentine grâce au financement de petits projets et entreprises locales. Après la publication de J. Milei, la capitalisation boursière de la crypto-monnaie a grimpé à plus de 4 Mds USD, sous l'impulsion de quelque 40 000 acheteurs, avant de s'effondrer de 90% en deux heures, au soir du vendredi 14 février, faisant perdre 250 M USD à des milliers d'investisseurs.

Ce scandale pourrait entamer sa popularité du Président Milei, qui a été très attaqué. Face aux critiques, J. Milei a assuré dans un entretien télévisé lundi 17 février ne pas avoir eu connaissance d'une potentielle fraude et a affirmé avoir été induit en « erreur », mettant en avant son « techno-enthousiasme » devant une méthode de financement innovante. Le gouvernement a insisté sur le fait que le projet est "réel" et que tout est géré par le secteur privé. Cependant, le président a admis qu'il n'était pas "au courant des détails" et a choisi de retirer son message initial. Le Chef de l'Etat a par ailleurs rejeté toute responsabilité dans la spoliation des victimes, à peine 5 000 selon lui au lieu des 44 000 estimées. Il a jugé ces victimes « responsables » de leurs actes au même titre que dans un « jeu de casino ». **Face à ce scandale, l'opposition reste divisée sur la stratégie à adopter** : le kirchnerisme insiste sur une procédure allant jusqu'à la destitution, tandis que d'autres blocs proposent une commission d'enquête. Peu après la diffusion de l'entretien, l'entrepreneur financier Mauricio Novelli, intermédiaire entre le Président

et la société à l'origine de la crypto-monnaie, s'est défendu d'avoir eu un quelconque lien avec le lancement de \$LIBRA.

La réaction des marchés financiers a d'abord été négative avant de se stabiliser : l'indice boursier S&P Merval a reculé de 5,58% le 17 février et le risque pays (EMBI) a dépassé les 700 points (719) pour la deuxième fois depuis décembre 2024. Des actions argentines ont enregistré de fortes baisses telles que Transportadora de Gas del Sur et Transener (-6,2 %) ainsi que Supervielle (-5,5 %). Le marché des obligations souveraines n'a pas non plus été épargné, les obligations en dollars ayant chuté de 6,3 %, suivies par les obligations en pesos (-4,9%). Cependant, dès le mardi, les marchés financiers sont repartis à la hausse, avec un indice boursier à +5,6 %, seul l'indice de risque pays n'a pas rattrapé ses pertes. Ainsi, malgré cette forte volatilité, les marchés semblent se concentrer sur l'accord avec le FMI, pour lequel l'administration de J. Milei et plusieurs banques ont encore une fois exprimé des perspectives positives pour la conclusion d'un nouveau programme FMI. Dans ce cadre, le président J. Milei se rend cette semaine aux États-Unis et a prévu des réunions avec la directrice du FMI Kristalina Georgieva et les directeurs de la Banque Mondiale et de la BID.

Fort repli de l'excédent commercial en janvier, à 142 M USD

En janvier, l'excédent commercial argentin de biens est en net recul, atteignant 142 M USD, contre 1,3 Md USD en moyenne mensuelle sur le T4 2024 et 784 M USD en janvier 2024. Cette forte réduction interannuelle de l'excédent commercial s'explique par la hausse de 25 % g.a des importations, poussées par i) la détérioration des termes de l'échange, en ligne avec la forte appréciation réelle du Peso en 2024, ii) la reprise économique, avec une hausse de la demande intérieure et iii) la suppression, en décembre, de l'impôt PAIS (sur les achats de devises pour importer). Les principales hausses dans les importations sont les biens de capital (+52,8 % g.a) et les biens de consommation (+47,5 % g.a).

Dans le même temps, les exportations n'ont augmenté que de 9 % g.a et ont baissé par rapport au T4 2024. Ce faible niveau d'exportations

s'explique notamment par l'annonce de la réduction, à partir de février, des droits d'exportations (*retenciones*): les exportateurs, notamment agricoles (-5,4 % g.a), ont stocké leur production, en attendant de moindres coûts en février. Les exportations d'hydrocarbures sont toutefois particulièrement dynamiques (+23,7 % g.a), avec l'augmentation de la production.

Si janvier 2025 est le 14ème mois consécutif d'excédent commercial, cette baisse interroge la capacité du pays à maintenir un solde commercial positif permettant d'accumuler des réserves. Avec la relance de l'activité, et surtout la surévaluation du Peso (qui réduit les pressions inflationnistes), les importations devraient continuer à augmenter dans les prochains mois: selon le consensus de marché de la Banque Centrale, elles devraient augmenter de 3,1 % par mois en moyenne sur les 6 prochains mois. Si les récoltes s'annoncent bonnes, les cours des produits agricoles argentins sont plus bas que l'an passé, laissant présager une faible hausse des exportations sur l'année 2025 (attendue à +3,8 % g.a par le consensus de marché, contre +15 % g.a pour les importations). Enfin, le maintien du *Dolar Blend*, qui permet aux exportateurs de liquider 20 % de leur revenu d'exportations sur le marché des changes parallèles (et non dans les caisses de la BCRA), continue d'entraîner des flux de devises négatifs sur le commerce de biens pour la Banque Centrale, alors que le niveau de réserves reste faible (28 Mds USD de réserves brutes).

CHILI

Le Chili profite du Sommet Mondial organisé à Paris pour consolider son leadership latino-américain dans le domaine de l'intelligence artificielle

Lors du Sommet Mondial pour l'Action sur l'IA organisé à Paris les 10 et 11 février 2025, le Chili a été mis à l'honneur, et particulièrement l'accord de coopération stratégique signé en novembre 2024 par le Ministère de la Science du Chili et Inria – lors de la visite du Président de la République – pour la création d'un Centre binational franco-chilien sur l'IA. Cette nouvelle entité, opérée par Inria Chile, vise à consolider la coopération bilatérale et birégionale (Europe-Amérique Latine) en

intelligence artificielle, en soutenant la coopération scientifique, en innovation et en appui aux politiques publiques et en finançant des programmes communs, ainsi qu'en mettant un certain nombre de ressources en commun pour soutenir le développement de la filière. En marge du sommet, la directrice d'Inria Chile a pu annoncer les cinq priorités du centre binational pour 2025, parmi lesquelles l'organisation du premier sommet franco-chilien de l'IA au Chili auquel participeront de nombreux clusters français d'IA français, permettant de consolider un mécanisme innovant de coopération nord-sud.

Lors du sommet, le Chili a soutenu l'ensemble des livrables, notamment : (i) le partenariat « Current AI » pour promouvoir l'IA d'intérêt général (sans engagement sur un financement direct cependant), (ii) l'accord pour rejoindre la coalition pour une « IA soutenable », (iii) la déclaration sur une intelligence artificielle inclusive et durable pour les peuples et la planète (iv) l'accord sous condition sur la déclaration « IA et défense ». Le Sommet a permis de mettre en valeur le projet franco-chilien OcéanIA porté par Inria Chile qui est dédié à démêler les complexités du symbiote océanique mondial en utilisant une IA de pointe et qui a fait partie des 50 solutions sélectionnées pour être exposées dans la Nef du Grand Palais. En marge du sommet, la ministre des Sciences du Chili a pu participer à la réunion informelle du Partenariat mondial pour l'IA (PMIA), que le Chili a rejoint suite à la fusion de cette instance avec le groupe de travail de l'OCDE sur l'IA.

Le sommet a été l'occasion pour la ministre et le centre national de l'intelligence artificielle du Chili (Cenia) d'annoncer le lancement en juin 2025 d'un modèle d'IA LLM public, appelé Latam GPT. Le projet porté par le Cenia se veut ouvert et inclusif, visant à montrer que « le Chili et l'Amérique latine sont capables de développer un modèle de langage public » à destination des pays de la région et s'appuyant sur des données locales prenant en compte les différences culturelles, historiques ou encore de réglementations propres à chaque pays. Pour ce faire, le Cenia s'appuie sur un réseau de 60 acteurs de l'IA en Amérique latine.

Pour rappel, le Chili a adopté une politique nationale de l'intelligence artificielle (PNIA) en 2021, enrichie à la suite de consultations publiques, d'experts et de la société civile. Cette PNIA a notamment permis la création du Centre national de l'intelligence artificielle (Cenia), le renforcement des bourses de doctorat en IA et le soutien à la recherche, ou encore l'accélération du déploiement de réseaux 5G et des infrastructures nécessaires. Cela a ainsi permis au Chili de se positionner comme premier pays latinoaméricain sur les sujets IA selon l'Indice latino-américain de l'intelligence artificielle¹ Le Chili est d'ailleurs un des moteurs de la dynamique régionale, ayant permis la signature en octobre 2023 de la « Déclaration de Santiago pour la promotion d'une IA éthique » avec plus de 20 pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Michelin réduit son empreinte environnementale avec sa première usine de recyclage de pneus miniers

Le groupe vise l'incorporation de 40% de matériaux durables d'ici 2030 puis 100% à 2050. Dans ce cadre, Michelin a démarré les opérations de recyclage de pneus miniers, dans son usine de la région d'Antofagasta, une première mondiale pour le groupe. Michelin Specialty Materials Recovery (MSMR), entreprise fondée en 2020 et appartenant au groupe Michelin, a construit cette usine, représentant un investissement de 7 millions de dollars dans la zone industrielle de La Negra à Antofagasta. Résultat de la collaboration entre Michelin et Enviro, entreprise suédoise à l'origine d'une technologie de recyclage par pyrolyse pour les pneus usagés, l'usine est désormais en capacité de transformer 2 200 pneus géants de 60 pouces par an en différents matériaux.

L'usine a permis la création de 20 emplois directs et 100 de manière indirecte. Kamal Abi Farag, directeur de MSMR au Chili a ainsi affirmé vouloir agir pour « l'économie circulaire, et le développement du recyclage au Chili et plus généralement en Amérique du Sud ».

Au Chili, la nécessaire conformité avec la loi REP (Responsabilité Elargie du Producteur) adoptée en

¹ Indice publié par le Cenia et la Cepal (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) avec l'appui de nombreuses organisations internationales pour analyser l'état de d'avancement de l'IA

dans les pays de la région – 19 pays analysés – et élaborer des « feuilles de routes » adaptées.

2016, en imposant aux fabricants et importateurs de gérer le cycle de vie complet de leurs produits, encourage la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets. Depuis 2023, elle impose notamment aux entreprises importatrices de pneus de recycler 25% des pneus miniers usagés, cible qui passera à 75% en 2027 et 100% en 2030.

PARAGUAY

Avec la modernisation de son marché de crédits carbone, le Paraguay espère attirer de nouveaux investissements

Le gouvernement paraguayen a adopté le 18 février un décret fixant les modalités d'application de la loi relative aux crédits carbone, adoptée en octobre 2023. S'il existait déjà des initiatives sur le marché volontaire, le Paraguay ouvre ainsi la voie à la mise en place d'un marché réglementé avec des prix plus compétitifs et un nouveau cadre visant à garantir la sécurité juridique d'un tel marché. Le décret prévoit ainsi la création de la Direction des Marchés du Carbone (DMC) chargée de la mise en œuvre, la supervision et la régulation du marché carbone. Un registre des crédits carbone sera également mis en place afin d'assurer la traçabilité des transactions. Le décret prévoit par ailleurs des avantages pour les petits producteurs et les communautés locales afin de favoriser leur inclusion dans le dispositif et leur permettre de diversifier leurs sources de revenus.

Le Paraguay ambitionne de se positionner comme un fournisseur majeur de crédits carbone pour les pays souhaitant réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Cette modernisation du cadre réglementaire s'inscrit dans la perspective de la COP30 qui se tiendra cette année à Belém au Brésil, au cours de laquelle le Paraguay souhaite annoncer que son dispositif est pleinement opérationnel et qu'il rejoint ainsi les 75 systèmes de tarification carbone réglementaires en vigueur à l'échelle mondiale. Sur le court terme, le pays espère attirer des investissements de l'ordre de 300 millions de dollars dans les industries paraguayennes qui génèrent ces crédits, à travers des projets de capture de CO₂ ou liés à la reforestation, tels que

celui de l'usine de production de cellulose Paracel. Selon la Fédération paraguayenne des exploitants forestiers (Fepama), le pays disposerait de près de 250 000 hectares destinés à la reforestation. Sur le long terme, le gouvernement estime que 20 milliards de dollars pourraient être investis au cours des dix prochaines années et 150 000 emplois créés dans le secteur forestier.

URUGUAY

La Banque centrale resserre son taux directeur à 9%

La Banque centrale d'Uruguay (BCU) a augmenté son taux d'intérêt directeur, de 50 pdb, le portant à 9,0 %. Pour rappel, face aux pressions inflationnistes post-Covid (pic de 9,9 % en septembre 2022), le resserrement monétaire initié en décembre 2021 par la BCU avait fait passer le taux directeur de 5,75 % à 11,5 % en décembre 2022 et avait permis de contenir l'inflation en maintenant un taux d'intérêt réel positif. Dans le sillage du ralentissement de l'inflation, la BCU avait lancé son cycle de réduction du taux en avril 2023, l'abaissant à 8,5 %. La BCU a entamé de nouveau, depuis décembre 2024, un resserrement monétaire, avec deux hausses consécutives du taux, de 25 pdb chacune.

Cette décision intervient dans un contexte adverse avec une détérioration des perspectives mondiales, l'appréciation du dollar américain et l'incertitude autour du changement de gouvernement. En janvier, l'inflation a atteint 5,0 % en g.a, se maintenant dans la fourchette cible de la BCU (3,0 %-6,0 %). L'inflation sous-jacente se situe quant à elle, pour la première fois depuis avril 2023, en dehors de la fourchette, atteignant 6,1 %. D'après la BCU, les anticipations d'inflation ont dévié de leurs plus bas niveaux historiques au cours des derniers mois, avec notamment les anticipations des hommes d'affaires et des marchés financiers supérieur à 6,0 %. En conséquence, les agents économiques ont revu à la hausse leurs prévisions du taux d'intérêt directeur, poussant la BCU à agir en ce sens afin de renforcer l'ancrage des anticipations. La BCU prévoit quant à elle une inflation qui se maintiendrait dans la fourchette cible, malgré une

légère hausse de l'indice prévue en février et mars, avant de ralentir après.

Lactalis renforce sa présence en Uruguay

Le groupe Lactalis annonce le rachat de l'entreprise uruguayenne Granja Pocha afin de renforcer ses capacités productives. Les deux entreprises ont annoncé avoir conclu un « partenariat stratégique » qui se traduira par le transfert des actions de Granja Pocha à Lactalis. La transaction doit encore toutefois être approuvée par la Commission de promotion et de défense de la concurrence, organe chargé d'évaluer les effets de l'opération sur le marché. Lactalis, présente en Uruguay depuis 2015 au travers de son usine située à Cardona, représentait en 2023 le troisième producteur de lait du pays. Une fois l'opération finalisée, l'entreprise disposera d'une exploitation chargée de collecter 120 millions de litres de lait par an, de deux usines et de deux centres de distribution. Cette opération devrait donc lui permettre de renforcer sa position en Uruguay.

Le secteur laitier représentait le 4ème poste d'exportations du pays en 2024 avec 6% des exportations totales, générant 815M USD. Si la dynamique est restée stable entre 2023 et 2024, le secteur espère stimuler ses exportations grâce à l'accès à de nouveaux marchés tels que le Salvador et l'Indonésie avec lesquels les négociations sont en passe d'être finalisées. Aujourd'hui, 70 % des produits laitiers produits en Uruguay sont déjà exportés vers plus de 60 marchés. Les principales destinations sont le Brésil (36%), l'Algérie (27%), la Russie (3%) et le Chili (3%).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ayathassen Bensaid
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : ayathassen.bensaid@dgtrésor.gouv.fr